

Présenté par le gouvernement comme un moyen de favoriser l'égalité des chances, le SNU est en train de dévier de sa trajectoire

Service national universel : l'exécutif perd le contrôle

L'appel du drapeau

Le SNU a concerné 32 000 jeunes Français en 2022. Il devrait être rapidement étendu aux 800 000 élèves de seconde.

Matthieu Deprieck

EN AVANT, MARCHÉ ! DES JEUNES ROMPENT la garde-à-vous, boxent un ennemi invisible en scandant les lettres « SNU » et chantent la Marseillaise, raides comme des piquets. Cette vidéo de 45 secondes est la présentation du Service national universel que le gouvernement aurait voulu ne jamais voir. Dommage ! La gauche s'en est emparée et mène depuis dix jours une contre-offensive efficace.

En première ligne, le député Benjamin Lucas (Génération.s - Nupes) a moqué ce « service national ringard, paternaliste et hors de prix » lors de la dernière séance de questions au gouvernement. La secrétaire d'Etat chargée du SNU, Sarah El Haïry lui a répondu en mettant en avant la facette plus « citoyenne » du dispositif pour gommer toute comparaison avec un service militaire obligatoire.

« Il ne faut pas militariser le SNU », alertait le mois dernier un conseiller ministériel en première ligne. L'enjeu était double : ne pas laisser penser aux militaires qu'ils devront encadrer la jeunesse du pays en plus de toutes leurs missions ; éviter que les jeunes Français ne se sentent poussés de gré ou de force sous les drapeaux.

Cette vidéo d'une initiative locale et ancienne, exhumée par la gauche, a précipité l'exécutif dans ce piège. « La jeunesse a vu le gouvernement lui refuser la généralisation des repas à un euro et entend maintenant qu'on va lui imposer un service national. Elle souffre des inégalités, fait la queue pour manger, se trouve confrontée à l'angoisse climatique et le gouvernement lui répond avec des gadgets », dénonce

Benjamin Lucas.

Métastases. « La gauche met à mal notre communication », reconnaît un autre conseiller ministériel en première ligne. Jusqu'ici, le SNU faisait peu parler de lui mais à force d'attendre un arbitrage présidentiel sur sa généralisation, il a fini par prendre la lumière et s'attirer les critiques des syndicats d'enseignants, des organisations de la jeunesse et des forces politiques de gauche.

Emmanuel Macron n'a toujours pas dit s'il préférerait rendre obligatoire le SNU ou s'il dési-rait plutôt récompenser les volontaires qui s'y engagent. Sa prise de parole, annoncée lors des vœux du 31 décembre, a été repoussée à une date inconnue. Mieux valait ne pas mélanger ce sujet à la réforme des retraites, soutenait l'exécutif. Cette décision de geler toute annonce n'a pas fonctionné. « Il ne faudrait pas que la contestation contre la réforme des retraites ne métastase sur d'autres dossiers », craint maintenant un conseiller. D'autant que pointent à l'horizon d'autres sujets qui pourraient tomber comme des dominos. C'est le cas du projet d'instaurer un uniforme à l'école. Une dizaine de députés continuent de travailler sur le sujet pour aboutir à une proposition de loi en avril.

Enfin, à un moment où les syndicats débutent une opération de « blocage » du pays, la mobilisation des lycéens et des étudiants est observée de près. Une vidéo de 45 secondes, aux allures de sketch des Inconnus, peut-elle les faire basculer dans la rue ?

@mdeprieck 

